

Appel pour des régions écologiques, citoyennes et solidaires

La transformation écologique et sociale de la France commence par les territoires. Elle concerne tou.tes les habitant.es. Les élections régionales et départementales de mars 2021 dans ce contexte, doivent être une nouvelle étape décisive pour déployer l'écologie et les solidarités du quotidien dans l'action locale, engager la transition vers le mieux vivre et créer une dynamique à la hauteur des enjeux économiques, sociaux, démocratiques, sanitaires et climatiques.

Il y a urgence.

Les scientifiques font le constat implacable de l'accélération du changement climatique et de l'effondrement du vivant qui menacent l'ensemble de la vie sur Terre ; et ils constatent aussi le creusement vertigineux des inégalités sociales, et la dégradation des conditions de vie. Ce sont bien là les deux faces du libéralisme économique qui repose sur la prédation des ressources et l'exploitation du vivant.

Depuis l'automne 2018, la succession des mobilisations d'une ampleur inédite à travers le monde, la jeunesse pour le climat, les mobilisations sociales, les gilets jaunes, mais aussi les mobilisations féministes et contre le racisme, ont été le point de bascule d'une prise de conscience collective : Il est indispensable d'engager une transformation profonde du système économique et social, tant celui-ci détruit le climat, anéanti la biodiversité, produit des inégalités sociales et territoriales et atrophie la puissance publique.

Force est de constater que les forces politiques au pouvoir sont incapables de prendre la mesure du changement à opérer ; elles restent globalement adeptes du « en même temps » :

- o Elles parlent de développer un peu plus les réseaux de train régionaux, mais en même temps elles organisent les contournements autoroutiers des agglomérations ;
- o Elles disent souhaiter plus de bio dans les cantines, mais en même temps elles soutiennent une agriculture intensive et les filières agroindustrielles etc...

La pandémie de Covid-19 illustre dramatiquement toutes les vulnérabilités de ce modèle dévastateur. Elle provoque une crise économique et sociale sans précédent et accentue l'urgence d'agir pour organiser notre résilience, respecter le vivant, relocaliser l'économie, renforcer les services publics et tous les métiers du lien, transformer la fiscalité, renforcer la protection sociale, réinventer le travail, conquérir la souveraineté et la sobriété numérique...

L'aspiration à un nouveau mode de vie s'est traduite dans la rue et dans les urnes. Des marches pour le climat aux succès municipaux des listes eco-citoyennes, l'écologie politique a commencé à transformer notre pays. Dans de nombreuses grandes villes comme Marseille, Lyon, Bordeaux, Strasbourg, Grenoble, Tours, Besançon, Annecy, Poitiers, mais aussi dans des communes rurales, des maires écologistes ont été élu.es.

Ce n'est qu'un début.

Ces victoires inédites nous obligent et nous confient la responsabilité de réussir le changement écologique, social et démocratique. Lors des élections de ces deux prochaines années, chaque citoyen.nes sera face à un choix historique.

Saisissons nous des échéances régionales et départementales pour engager une véritable transformation écologique :

- o D'une part, en faisant des collectivités territoriales un rempart de protection écologique et sociale qui permette à chacun.e d'entre nous, grâce à des services et des incitations adaptées, de s'engager dans le changement de nos comportements au quotidien
- o D'autre part, en repensant les politiques publiques des collectivités.
 - Elles doivent assurer une économie sociale et solidaire indissociable de la protection du vivant et des conditions du bien être de tout.es, humains et non-humains.
 - Elles doivent cesser de soutenir des forces économiques prédatrices, des ressources qui s'accaparent les richesses produites, mais au contraire favoriser une économie de la sobriété relocalisée au service de nos besoins et du vivant, de l'éducation et de la culture.
 - Plus généralement elles doivent s'opposer aux politiques néolibérales qui déstabilisent les Etats, renforcent les inégalités territoriales, abîme la justice sociale et fragilise la confiance démocratique.

Les Régions, par leurs compétences en matière de transports, d'économie et de formation, d'éducation, d'aménagement du territoire, de gestionnaire des fonds européens, constituent un levier majeur pour agir concrètement.

Nous, signataires de cet appel, nous engageons à mettre en œuvre :

- des politiques régionales cohérentes, ambitieuses dans leurs objectifs et réalistes dans leur mise en œuvre ;
- des politiques qui permettent à toutes et tous d'être accompagné-es autant que de besoin pour bien vivre la transformation écologique;
- des politiques qui accompagnent les entreprises, les agricultrices et les agriculteurs et l'ensemble des activités sociales et économiques leur permettant de rompre avec les logiques qui détruisent le vivant, et qui produisent les inégalités plutôt que de les réduire.

C'est à partir de cette dynamique dans les territoires que nous contribuerons à faire émerger une alternative écologiste et solidaire pour la France, seule à même d'offrir un projet fédérateur et positif pour le pays à l'occasion de l'élection présidentielle et des élections législatives de 2022.

Nous appelons toutes les citoyen.nes, toutes les organisations associatives, syndicales, toutes les forces vives à se rassembler pour construire, à l'occasion de ces élections régionales et départementales de mars 2021, une offre politique franchement écologiste, citoyenne et sociale et élaborer un programme précisant les mesures à court moyen et long terme qui transformeront profondément nos territoires, grâce à des équipes solides de candidat.es déterminé-es à conduire ce changement.